



FNEC-FP90
Force Ouvrière

#StopMépris !

Les représentants des enseignants, des syndicats de la FSU et FO, exaspérés par la communication chaque fois plus tardive des documents de travail devant être examinés en instance, retards maintes fois dénoncés, ont décidé d'un commun accord de boycotter ce CDEN, Conseil départemental de l'Education Nationale, dont l'ordre du jour est l'organisation de la rentrée 2021 dans le premier et second degré.

Par ce geste de manifestation, ces représentants des personnels enseignants rejettent l'idée que les instances ne sont que des chambres d'enregistrement de décisions unilatérales.

La résolution de ne pas participer à cette réunion n'a pas été facile à prendre. Mais cette démarche veut surtout mettre en avant notre volonté de siéger dans des instances qui respectent le dialogue social et les règles de fonctionnement : transmission des documents dans un délai raisonnable, permettant ainsi le travail des représentants qui y siègent en leur laissant le temps nécessaire pour étudier les documents, pour se concerter et pour déposer des questions motivées sur l'avenir de notre système éducatif.

Faute de moyens, notre administration voudrait-elle par ces procédés, nous museler dans cette préparation de rentrée plus que difficile, pour pallier une crise sanitaire qui dure depuis un an et qui se double d'une crise économique et sociale ? Cela fait un an que notre ministère navigue à vue dans la gestion de la crise sanitaire dans les écoles, collèges et lycées et il semble qu'il en soit de même dans sa préparation de la rentrée 2021 : sans moyens supplémentaires à la hauteur du séisme que traverse notre jeunesse, il ne nous est pas donné de temps suffisant pour discuter, débattre avec l'ensemble de la communauté éducative (parents, collectivités locales... qui siègent en CDEN), pour accompagner les écoles et les collègues dans l'organisation de la future rentrée.

Les discours doivent être suivis d'actes dont le premier devrait être le respect des enseignants, de leurs représentants et des instances de dialogue social.

Et même si la loi de transformation de la fonction publique veut mettre à mal la défense de tous et chacun au sein des instances, le paritarisme doit rester le seul moyen pour faire respecter les droits individuels et collectifs des fonctionnaires !

Les syndicats de la FSU et FO resteront combatifs et pleinement mobilisés et ne lâcheront rien là-dessus.